

## INTRODUCTION

Il a surgi un soir d'été 2014, à la surprise générale, à commencer par la sienne. En pleine tempête politique, alors qu'il vient de se séparer des représentants de l'aile gauche du PS au sein de son gouvernement, Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, le président de la République décide de nommer à Bercy son ancien conseiller économique et secrétaire général adjoint de l'Élysée, Emmanuel Macron. Totalement inconnu du grand public, il devient à trente-six ans ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique. Un coup de poker de François Hollande. Ancien banquier d'affaires, énarque, jamais élu... l'homme présente tous les défauts aux yeux des socialistes et de la gauche du PS, qui en font très vite un symbole, celui des renoncements du chef de l'État à ses engagements de campagne de 2012, lorsqu'il désignait la finance comme son ennemi dans son discours du Bourget. Pourtant, en moins d'un an, Emmanuel Macron va devenir l'un des hommes politiques les plus populaires du pays. Personne ne s'y attendait, surtout pas lui. Et sans doute encore moins les poids lourds de la rue de Solférino qui, à sa nomination, n'avaient voulu voir

en lui qu'un jeune « techno » brillant. Sûrement pas un premier ministrable en puissance, encore moins un potentiel présidentiable.

Prononcer le nom d'Emmanuel Macron est un exercice amusant. Surtout devant un socialiste. La réaction est toujours la même : il soupirera, lèvera les yeux au ciel et affichera une mine lasse : « Quoi encore avec Macron ? » Depuis sa nomination, le jeune prodige de la gauche moderne a réussi à agacer tous ses camarades par ses prises de position à rebours des dogmes socialistes, par ses déclarations polémiques qui enflamment chaque fois le PS, par sa propension à ringardiser la classe politique en se contentant simplement d'être lui-même. Provocation ? Stratégie délibérée ? Amateurisme ? Si chacun s'interroge encore sur ses ambitions, personne ne les imagine petites. Pour lui, ce sera au moins Matignon, au mieux l'Élysée. Sauf s'il en décide autrement. Emmanuel Macron laisse tout dire, ne dément jamais et fait savoir qu'il peut quitter la politique à tout moment. Insaisissable. Est-il seulement de gauche ? Ils sont peu nombreux au PS à le croire. Un ambitieux aux idées de droite égaré parmi eux, oui. Ce ne serait pas le premier. François Mitterrand en son temps avait également débuté sa carrière à l'opposé du camp où il l'a terminée. Lui assure qu'il ne s'est pas trompé de bord.

Ce jour de décembre 2015, entre deux rendez-vous sur son agenda surbooké, Emmanuel Macron prend un peu de temps pour se confier dans son bureau de Bercy. « Moi, ma gauche, elle est ouverte, ambitieuse, elle recrée des opportunités d'égalité pour tous. Je ne crois pas à la gauche égalitariste qui place au-dessus de tout sa volonté de niveler », explique-t-il. C'est le discours qu'il tient depuis sa nomination. Mais il a du

mal à convaincre son camp. Pour une bonne partie des socialistes, qu'Emmanuel Macron soit de gauche, cela reste encore à prouver. Même François Hollande s'en amuse, brocardant parfois son « ministre de droite ». Une droite envieuse d'ailleurs, qui attend encore de voir se lever dans ses rangs une personnalité aussi forte. Emmanuel Macron porte le renouvellement de son camp. Comme d'autres avant lui, il incarne la promesse de réformes radicales pour redresser le pays. C'est son ambition. Celle de mettre fin à quarante ans de hausse quasi ininterrompue du chômage, de redresser des comptes publics exsangues, de remettre en marche l'économie française, à pleine puissance. Cela suppose de l'audace, à commencer par celle d'aller piocher dans le camp d'en face des idées que la gauche n'a jamais accepté d'aborder. C'est parce qu'il s'y emploie qu'Emmanuel Macron est rejeté par les siens. Pas tous, pourtant.

Aux yeux d'une partie des socialistes, les réformateurs, il est celui qui incarne le mieux les chances de sauver la gauche. François Hollande voit même en lui un atout pour sa campagne de réélection en 2017. Face à une gauche qui rechigne à s'engager derrière sa politique désormais ouvertement sociale-libérale, Emmanuel Macron séduit au centre et à droite. Certes, il n'est pas le premier à se positionner sur ce créneau de la gauche « responsable ». Manuel Valls y a bâti son succès, comme d'autres avant lui, Jacques Delors ou Michel Rocard notamment. Mais, par rapport à eux, Emmanuel Macron bénéficie d'un avantage de poids : il n'est pas issu du sérail politique. Dans une France qui doute de plus en plus des compétences de ses représentants, c'est une force. Et il en joue. Pour aller jusqu'où ? Lui-même ne semble pas trop le savoir encore. Pour

l'instant, il attend que l'opportunité se présente en s'efforçant de garder toutes les portes ouvertes. Cela ne correspond pas au comportement traditionnel des hommes politiques dont les préoccupations électorales interfèrent souvent avec l'action. Mais, justement, cela intrigue les électeurs qui projettent en lui le fantasme bien français de l'homme providentiel capable de sauver le pays. Il balaie l'idée en plaisantant : « Je ne me mets pas dans la tête de ceux qui me regardent, je n'en suis pas encore arrivé à ce stade psychiatrique... » Mais il voit l'attente placée en lui. Il lit les sondages, la presse, écoute ses amis, observe la curiosité du grand public pour sa vie privée, qu'il essaie tant bien que mal de préserver des regards inquisiteurs de la presse people. Il voit bien l'espoir qu'il soulève et les jalousies qu'il commence à susciter jusque chez ses collègues du gouvernement. Manuel Valls l'infantilise et le rabroue à tours de bras, les compagnons historiques de François Hollande ne ratent pas une occasion de lui tomber dessus. C'est à peine si les frondeurs du PS ne seraient pas plus aimables avec lui que les socialistes censés le soutenir.

Pour ne rien gâcher, Emmanuel Macron jouit d'une empathie hors du commun. L'homme est extrêmement sympathique et il ne faut souvent guère plus qu'une poignée de main et une discussion pour se retrouver au rang de ses amis. Il en a beaucoup, partout. Dans les cercles du pouvoir, la haute administration, la finance, les chefs d'entreprise. Cette chaleur humaine lui a même permis de nouer de bonnes relations avec ses adversaires politiques et ses détracteurs. Emmanuel Macron fascine et aime cela. C'est aussi un séducteur. La première qualité d'un homme politique... Veut-il seulement faire carrière dans ce monde dont il dénonce

avec la régularité d'un métronome les aspects dépassés ? Lui jure qu'il ne sera que de passage dans cet univers, qu'à soixante ans il sera dans une autre vie. C'est qu'Emmanuel Macron va vite. À trente-sept ans, il a déjà la carrière d'un homme du double de son âge. En un peu moins de deux ans, il a déjà presque tout vécu dans ce ministère surexposé qu'est Bercy. Les affres du débat parlementaire avec la défense de sa loi, la surexposition médiatique qu'il s'efforce de gérer au cordeau, les attaques pas toujours très loyales qu'il tente de contrer comme il peut, les coups bas et les intrigues ordinaires de la vie politique. Rien ne le destinait à se retrouver là. Lui-même reconnaît d'ailleurs la part de hasard dans son parcours. Ballotté durant ses études au gré de ses intérêts successifs, de la philosophie à Sciences-Po pour débouler sur l'Ena et l'inspection des finances, Emmanuel Macron s'est laissé porter. Avec une boussole cependant : l'intérêt général et l'action publique. Cela l'a mené jusqu'à Bercy, par hasard encore tant l'enchaînement des événements qui ont mené à sa nomination était imprévisible. Ce tournant dans sa carrière lui a dégagé un autre horizon, celui de l'Élysée. Ses admirateurs le disent promis à la présidence de la République. Pour y accéder, encore faut-il le vouloir. Cependant, le virus de la politique est en train de s'emparer de lui. Il lui a été inoculé un soir d'août 2014 par François Hollande.



Première partie

**BIENVENUE  
CHEZ LES SOCIALISTES**





## SIMPLE COMME UN COUP DE FIL

*« Peut-être certains ont-ils rêvé enfant de devenir ministre de l'Économie, mais je dois être honnête, ça n'était pas du tout mon cas. J'étais plus fasciné par les écrivains et les grands militaires que par les hommes politiques. »*

Entretien avec Emmanuel Macron,  
11 décembre 2015

Emmanuel Macron ne le sait pas encore, mais dans une minute, quand son téléphone portable va sonner, sa vie va changer. En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, il va se retrouver propulsé au cœur de l'une des tempêtes politiques les plus fortes du quinquennat de François Hollande. Balancé sur tous les fronts à la fois. À la tête du redressement économique du pays. À la bataille contre les frondeurs de l'aile gauche du Parti socialiste qui contestent les choix du chef de l'État depuis le jour de son élection. Livré en pâture aux ministres du gouvernement qui n'aiment rien moins que voir un nouveau talent s'installer dans le paysage politique. Brandi comme une provocation à l'égard d'une droite qui ne sait pas comment traiter ce jeune homme brillant qu'elle aimerait afficher dans ses rangs.

Propulsé à trente-six ans ministre de l'Économie, l'une des fonctions les plus prestigieuses de la V<sup>e</sup> République, comme un bras d'honneur adressé à la gauche de la gauche et à bon nombre de socialistes. Au bout de son téléphone, ce sont aussi la gloire, la popularité et même l'accomplissement de son propre destin qui l'attendent. Mais non, pour l'heure, Emmanuel Macron ne se doute de rien. Il est en vacances, il fait du vélo.

À peine deux mois qu'il a quitté ses fonctions de secrétaire général adjoint de l'Élysée. Le temps d'un court séjour en Californie puis dans sa maison du Touquet sur la Côte d'Opale où, avec son épouse, il profite enfin de sa famille. Le temps d'organiser la suite, aussi. L'enseignement, l'entrepreneuriat, le conseil, l'écriture d'un livre... tout est possible. Et tout est en place. D'ici quelques jours, il va entamer une série de cours sur le thème du « réformisme en Europe », une fois par semaine, à la London School of Economics et à la Hertie School of Governance de Berlin. Il a aussi monté une start-up d'enseignement sur Internet. Le projet vise à créer un système d'évaluation mondial des connaissances des élèves, un peu à la manière du diplôme TOEFL qui permet de mesurer le niveau d'anglais des étudiants partout dans le monde. Le nom de la boîte est même déjà choisi, son logo aussi, il n'y a plus qu'à se lancer. Parallèlement, Emmanuel Macron envisage de créer une société de conseil. Tous ces projets, il les a exposés à ses amis et connaissances. Dans sa tête, il est déjà parti. Comme tant d'autres avant lui, Emmanuel Macron aurait pu émigrer vers un poste prestigieux et bien rémunéré du privé ou retourner dans son corps d'origine à l'inspection des finances. Il a préféré prendre un nouveau départ, s'éloigner un temps du

projet de carrière politique qu'il avait envisagé un moment.

S'il compte y revenir, ce ne sera pas tout de suite. Sa chance est passée il y a six mois lorsque, à la faveur du remaniement gouvernemental d'avril 2014, quand Manuel Valls a remplacé Jean-Marc Ayrault à Matignon, Emmanuel Macron a vu lui échapper le secrétariat d'État au Budget. Il en rêvait, François Hollande moins. Comment nommer à un tel poste un énarque de trente-six ans, jamais élu, jamais confronté à la réalité du terrain militant, jamais exposé au Parlement, jamais rodé à la dialectique socialiste ? Non décidément, pour François Hollande, impossible de confier un tel poste à Emmanuel Macron. On offre aux jeunes des portefeuilles prestigieux qui les propulsent aux avant-postes du combat politique et allez savoir où ils finissent. François Hollande refuse donc la proposition de Manuel Valls mais se garde bien d'en dire un mot à Emmanuel Macron, qu'il continue de croiser tous les jours à l'Élysée. Comme si de rien n'était. À la François Hollande. Le président de la République en a usé plus d'un comme cela. Emmanuel Macron n'y échappe pas. Sa chance passée, il se résout à quitter l'Élysée, heureux de pouvoir « retrouver une forme de liberté », de « pouvoir enfin dire les choses », de « prendre lui-même des décisions », comme il le confie alors. Il a le sentiment du devoir accompli, aussi. Le cap du quinquennat de François Hollande est fixé, il n'y a pas lieu « de refaire une stratégie économique tous les six mois. Maintenant, on entre dans une phase d'exécution », assure-t-il. Mais ce n'est pas tout.

Dans la foulée du remaniement, un nouveau secrétaire général est arrivé à l'Élysée en la personne de

Jean-Pierre Jouyet. Inspecteur des finances lui aussi, il connaît bien Emmanuel Macron et a tissé avec lui des liens d'amitié très forts. C'est en quelque sorte son poulain, celui sur qui il mise pour l'avenir. Mais, pour Emmanuel Macron, c'est moins simple. Jusqu'alors, il avait la haute main sur tous les dossiers économiques de l'Élysée. Le précédent secrétaire général, Pierre-René Lemas, n'était pas trop versé sur le sujet, ce n'était pas vraiment son domaine. Ancien préfet, il s'occupait plutôt des questions administratives. Si bien qu'Emmanuel Macron bénéficiait d'un monopole sur les dossiers économiques au sein du Palais en tant que secrétaire général adjoint. Même si c'est un ami, l'arrivée de Jean-Pierre Jouyet change tout pour lui. De numéro un, il se retrouve naturellement en deuxième ligne. Naguère secrétaire d'État aux Affaires européennes de Nicolas Sarkozy, Jean-Pierre Jouyet est bien plus légitime qu'Emmanuel Macron pour traiter les questions économiques. Cela ajouté au refus de François Hollande de le faire entrer au gouvernement achève de le convaincre de passer à autre chose, d'ouvrir une nouvelle séquence de sa vie. Et puis, à quoi bon attendre ? La nouvelle équipe gouvernementale est en place, elle doit conduire le chef de l'État jusqu'à la fin de son quinquennat en 2017, avec deux flotteurs censés stabiliser l'exécutif sur la mer agitée de la majorité : à Manuel Valls l'aile droite, les discours martiaux, sécuritaires et l'orientation sociale-démocrate ; à Arnaud Montebourg et Benoît Hamon l'aile gauche, les critiques contre l'austérité et les plaidoyers pour la relance européenne. Pas de place pour Emmanuel Macron dans cet équipage. Une occasion manquée et déjà l'heure du bilan.

Il vient de passer deux ans au côté de François Hollande à l'Élysée, quatre si l'on ajoute la campagne présidentielle durant laquelle il a conseillé le candidat socialiste, chiffré son programme, établi des prévisions. Il est celui qui a largement inspiré la politique économique du président de la République qu'il a rallié dès 2010. Le coming out social-démocrate du chef de l'État, c'est lui. La priorité donnée aux entreprises pour lutter contre le chômage, c'est lui aussi. Les hausses d'impôts, la réduction des déficits, la baisse des dépenses publiques, c'est encore lui. Les baisses d'impôts pour les entreprises, via le « crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi », que chacun appellera bientôt par son abréviation, CICE, c'est toujours lui. De quoi se faire beaucoup d'ennemis en très peu de temps et une réputation indélébile : deux ans passés au secrétariat général de l'Élysée ont fait d'Emmanuel Macron « l'hémisphère droit du président ». C'est un libéral chez les socialistes, un intrus dont chacun, à la gauche du PS, s'est employé à combattre les idées, à dénoncer la politique. Et le passé aussi. Car, outre ses idées somme toute assez pragmatiques en matière d'économie, Emmanuel Macron souffre d'une tare congénitale pour tout homme vraiment de gauche qui se respecte : il a été banquier d'affaires. Chez Rothschild, en plus. Il est donc infréquentable. Pour une partie des socialistes, il incarne le renoncement de la gauche à ses valeurs et à ses idéaux. Il précipite la France dans le chaos libéral. Un ennemi de classe à l'ancienne, les ouvriers contre les bourgeois. Au Parti socialiste, où certains semblent parfois avoir encore un peu de mal à admettre que le Mur de Berlin est tombé et que le modèle capitaliste a triomphé à peu près partout dans le monde, on n'aime rien tant que

rejouer les combats du siècle passé. Cela rappelle aux plus anciens leurs souvenirs de jeunesse et entretient l'illusion que, sur les quarante dernières années, ils ne se sont pas trompés sur tout. Pour cette catégorie de socialistes, Emmanuel Macron représente le punching-ball idéal.

Lui ne les a jamais vraiment compris. Jamais vraiment combattus non plus, puisque, à son poste de secrétaire général adjoint de l'Élysée, il n'était pas en première ligne. Tout juste fustige-t-il en privé la « gauche Cetelem », qui vit à crédit et « ne pense qu'à étendre ses droits à l'infini ». Ces critiques, il ne pouvait bien sûr pas les formuler dans son costume de secrétaire général adjoint de la présidence de la République. Mais, maintenant qu'il a quitté l'Élysée, il se sent plus libre, comme dégagé de toutes ces contraintes qui pesaient sur lui au sommet de l'État. Les rapports de force avec la majorité, les critiques permanentes des frondeurs, les coups de menton des poids lourds socialistes, tout ça, c'est fini. Depuis sa résidence du Touquet, il prête à peine attention aux prémices du drame politique qui se noue à sept cents kilomètres de là, à Frangy-en-Bresse, où Arnaud Montebourg et Benoît Hamon s'apprêtent, sans s'en douter une seconde, à changer le cours de sa vie. Pour le moment, Emmanuel Macron se détache. Et il parle. Il vient d'accorder une interview au magazine *Le Point* pour dire sa vérité. C'est le directeur de la rédaction, son ami Étienne Gernelle, qui a recueilli ses confidences. Il lui avait tout d'abord proposé de rédiger une tribune mais Emmanuel Macron n'avait pas le temps, tout occupé qu'il était à préparer sa nouvelle vie. Alors va pour une interview cash. En cette rentrée 2014, le magazine

a décidé de se demander en une « Qui peut sauver la France ? ». Il lui manque un point de vue social-libéral, ce sera donc Emmanuel Macron qui a désormais toute latitude pour parler. Réforme du marché du travail, assouplissement des 35 heures, économies budgétaires... Il fracasse un à un presque tous les dogmes de la gauche. Le problème, c'est qu'entre le moment où il achève de répondre aux questions du journal et le moment où ledit journal arrive dans les kiosques, Emmanuel Macron va se retrouver ministre de l'Économie. Il ne le sait pas encore et déroule en totale liberté ses idées économiques. « Il n'était pas mécontent de dire ce qu'il pensait vraiment et de l'exprimer publiquement », se souvient Étienne Gernelle. Dans ce texte, transpire déjà ce qui ne va pas tarder à devenir le « macronisme » : un plaidoyer pour repenser le socialisme à contre-courant de ses orientations ordinaires. Déverrouiller l'acquis social historique que représentent pour la gauche les 35 heures ? « Il s'agit de sortir de ce piège où l'accumulation des droits donnés aux travailleurs se transforme en autant de handicaps pour ceux qui n'ont pas d'emploi », explique Emmanuel Macron, tout en reconnaissant que ce point de vue « est difficile à porter, spécialement quand on est de gauche ». Selon lui, « là où être socialiste consistait à étendre toujours les droits formels des travailleurs, la réalité nous invite à réfléchir aux droits réels de tous, y compris et surtout de ceux qui n'ont pas d'emploi ». Face à une gauche arc-boutée sur la défense des droits acquis et la conquête de nouvelles prérogatives pour les salariés, cela ne va pas être facile à défendre. D'autant moins qu'Emmanuel Macron n'a pas, mais alors vraiment pas, le profil approprié.